

VIOLENCE DE LA
RENTE PÉTROLIÈRE

Algérie - Irak - Libye

Luis Martinez



VIOLENCE DE LA RENTE PÉTROLIÈRE

VIOLENCE DE LA RENTE PÉTROLIÈRE

Algérie - Irak - Libye

Luis Martinez

NOUVEAUX
(Débats

Extrait de la publication



SciencesPo.
Les Presses

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

Violence de la rente pétrolière : Algérie - Irak - Libye / Luis Martinez - Paris : Presses de Sciences Po, 2010 (Collection Nouveaux Débats ; 21)

ISBN 978-2-7246-1162-5

RAMEAU :

- Rente pétrolière : Algérie
- Rente pétrolière : Libye
- Rente pétrolière : Irak
- Industrie pétrolière : Aspect politique : Algérie
- Industrie pétrolière : Aspect politique : Libye
- Industrie pétrolière : Aspect politique : Irak

DEWEY :

- 320.7-610 : Conjoncture et conditions politiques- Afrique du Nord
- 333.4 : Economie des ressources souterraines

Public concerné : Public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée). Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2010, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

À mon père

Sommaire

<i>Remerciements</i>	9
<i>Introduction</i>	
LE BONHEUR N'EST PAS DANS LES CHAMPS PÉTROLIFÈRES	11
<i>Chapitre 1</i>	<i>27</i>
LA CAPTURE DE LA RENTE	27
Révolution, nationalisation et socialisme	27
Contrôle de la rente	31
Irak : rente pétrolière et parti Baath (1968-1980)	36
Libye : coup d'État et révolution (1969)	40
Algérie : socialisme et industrialisation	43
Abondance financière et « potentiel despotique »	49
Qui contrôle la rente ?	54
Conclusion	61
<i>Chapitre 2</i>	
LES ILLUSIONS DE LA PUISSANCE PÉTROLIÈRE	63
La recherche des attributs de la puissance	64
L'envolée des dépenses militaires	67
La Libye : une caserne à ciel ouvert	68
L'Irak : « le défenseur des Arabes »	73
Algérie : le développement d'abord, le Maroc après	76
Le contrechoc pétrolier : la fin des illusions	80
Une libéralisation économique improvisée	81
La rente pétrolière favorise-t-elle l'écrasement des révoltes ?	85
Conclusion	99

Chapitre 3

RENTE PÉTROLIÈRE ET RÉGIMES MAFIEUX	101
Un contexte favorable à la transformation des régimes	101
Irak : embargo total et fin de l'« État solide »	106
Libye : embargo partiel et déraillement de la révolution	110
Algérie : condamnation morale du régime des généraux	114
Des économies en faillite	118
Bienfaisance et allégeance	121
La reconsolidation mafieuse des régimes	124
Conclusion	133

Chapitre 4

LE RETOUR INESPÉRÉ DE L'ABONDANCE FINANCIÈRE	137
Un troisième choc pétrolier salvateur : reconstruction étatique et nationale	140
Algérie : réconciliation nationale et retour de l'État	143
Libye : que faire de la révolution ?	153
Irak : violence de la reconstruction étatique et nationale	162
Un renouveau fragile	170
Conclusion	173

Chapitre 5

ALGÉRIE ET LIBYE À L'ÉPREUVE DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE	175
La construction d'un marché de l'énergie	181
La construction d'une stratégie de sécurité	187
Marché de l'énergie et stratégie de sécurité : que devient l'intégration régionale ?	192
Les limites de la politique européenne	198
Conclusion	207

<i>Conclusion</i>	211
-------------------	-----

<i>Bibliographie</i>	217
----------------------	-----

Remerciements

Je remercie le Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques pour son soutien constant dans mes recherches. Je remercie Jean-François Lisée, directeur du Cerium et Philippe Faucher, directeur du département de sciences politiques de l'Université de Montréal, pour leur chaleureux accueil au cours de mon séjour à Montréal (2007-2008) qui m'a permis d'approfondir et de discuter mes recherches. Ce livre est issu de mon mémoire d'habilitation à diriger des recherches. J'exprime ma gratitude à Michel Camau, directeur de mon HDR (habilitation à diriger des recherches), pour ses critiques et remarques. Je remercie également pour leurs suggestions et commentaires Jean-Noël Ferrié, Eberhard Kienle, Amélie Blom, Baudouin Dupret et Jérôme Sgard. Un grand merci à François Bafoil pour son soutien et ses encouragements. Mes remerciements à Sylvie Haas pour sa lecture attentive, à Dorian Ryser pour son aide à la documentation et à Miriam Perier pour ses traductions.

Introduction

Le bonheur n'est pas dans les champs pétrolières

Dotés de ressources en hydrocarbures considérables¹, l'Algérie, la Libye et l'Irak ont dilapidé, entre 1970 et 2000, – avec les meilleures intentions – l'essentiel de leurs revenus dans des projets économiques et militaires aux conséquences désastreuses. Exténués et ruinés après trente années d'expérimentations hasardeuses, ces trois pays redécouvrent avec le troisième choc pétrolier (2003-2008)² les avantages de la richesse passée. Curieusement, ce dernier n'a pourtant pas suscité l'enthousiasme attendu, à la différence des deux chocs précédents (1973, 1979). Si, il y a quelques décennies, l'or noir s'apparentait à l'arme de destruction massive qui devait permettre la victoire sur le sous-développement, l'impérialisme et le sionisme, force est de constater qu'en 2008 les propos sont bien tièdes, alors même que le prix du baril frôle les 150 dollars. Que s'est-il passé? La magie du pétrole s'est-elle dissipée?

L'Algérie, la Libye et l'Irak font alors preuve d'une prudence inaccoutumée face à ce bénéfique tsunami financier qui a permis en cinq ans d'accumuler de considérables réserves en dollars (en

1. *L'Irak détient la 3^e réserve mondiale prouvée de pétrole (115 milliards de barils en stock, 1,5 million de barils par jour); la Libye, 8^e réserve mondiale prouvée de pétrole (41 milliards de barils en stock, 1,6 million de barils par jour); l'Algérie, 17^e réserve prouvée de pétrole (12 milliards de barils en stock, 1,9 million de barils par jour), 6^e producteur mondial de gaz et 4^e exportateur mondial de gaz. Énergie information administration, 2007-2008; P. Zelenko, C-A. Paillard et C. de Lestange, Géopolitique du pétrole, Paris, Technip, 2005.*

2. *J.-M. Chevalier, The New Energy Crisis: Climate, Economics and Geopolitics. Londres, New York, Palgrave Macmillan, 2009.*

2008, 140 milliards de dollars pour l'Algérie, 100 pour la Libye et 40 pour l'Irak³). En fait, et ce dès le début de la décennie, les populations pensent que le pétrole est une malédiction. De 1970 à 2000, la rente pétrolière a produit un effet de richesse plus qu'un développement économique. Aussi, face à une surprenante opulence financière retrouvée, nombre de gens évaluent son retour avec circonspection. Certes, la montée du prix du baril de pétrole depuis 2003 a sorti les régimes algérien, irakien et libyen de l'opprobre dont ils sont l'objet depuis la décennie 1990 et les a propulsés au rang de marchés attractifs. Pour autant, cette nouvelle manne financière ne réveille pas parmi les populations la croyance dans l'illusion pétrolière. Pour le « peuple », le bonheur ne réside plus dans les champs pétrolifères. Si, depuis le début de la décennie 1970, ces pays ont bénéficié d'une rente pétrolière, cela n'a pas amélioré de façon particulière le bien-être de leurs habitants, du moins pas plus que dans les régimes autoritaires non pétroliers. Les indicateurs de développement humain de l'Algérie, de l'Irak et de la Libye ne se distinguent pas particulièrement de ceux de la Tunisie, du Maroc ou de la Syrie. En 1992, la Syrie était classée 79^e tandis que l'Irak était 100^e, la Libye 26^e quand la Tunisie était 27^e, l'Algérie 109^e juste devant le Maroc 111^e. En 2000, le Maroc consacrait 4,8 % de son produit intérieur brut (PIB) aux dépenses de santé là où l'Algérie en dépensait 3,5 %, et la Tunisie 5,6 % contre 3,5 % en Libye⁴. Comme le souligne A. Mebtoul, ce classement ferait reculer de 20 points un pays comme l'Algérie (mais également l'Irak et la Libye) si le PIB était calculé hors hydrocarbures⁵. L'Algérie, classée à la 102^e position (sur 177) en 2005-2006, serait ramenée à la 153^e place !

De plus, entre 1974 et 2004, les taux de croissance annuelle du Maroc (1,4 %), de la Tunisie (2,3 %) et de la Syrie (1,1 %) étaient

3. Business Monitor International, 1^{er} septembre 2008.

4. Rapport mondial sur le développement humain, chapitre II, IDH, 2005, p. 33.

5. A. Mebtoul : « Pour l'amélioration du rapport de 2008 du Conseil économique et social algérien sur l'IDH », El Khabar, 14 septembre 2009.

supérieurs à ceux de l'Algérie (0,1 %), de l'Irak et de la Libye⁶. Ainsi, en 2004, le PIB de la Libye (29,1 milliards de dollars) est à peine supérieur à celui de la Tunisie (28,2 milliards de dollars), celui de la Syrie (24 milliards de dollars) supérieur à celui de l'Irak (21,1 milliards de dollars)⁷. Seul le PIB de l'Algérie (80 milliards en 2004) est supérieur à celui du Maroc (50 milliards dollars). Cependant, en 2000, un rapport du Conseil national économique et social⁸ souligne que 19 % de la population, soit près de 6 millions de personnes, vivent dans la pauvreté. De même, il pointe la véritable menace que représente un taux de chômage variant entre 22 % et 28 %. En Irak, les dernières années du règne de Saddam Hussein se caractérisent par un véritable drame humanitaire, une décomposition de la société, tandis que la dureté de l'embargo mettait l'«État en danger⁹». En Libye, la situation sociale n'a cessé de se dégrader tout au long de la décennie 1990. Le taux de chômage est estimé à 11 % en 2000 par le gouvernement, mais nombre d'observateurs l'évaluent en réalité à près de 30 %. Dans un tel contexte, marqué par une absence totale de perspective, la majorité des jeunes gens ne pense qu'à émigrer. À la veille du troisième choc pétrolier, les marges de manœuvres financières des gouvernements sont limitées en raison de la dette. En Algérie, le service de la dette absorbe, en 2000, l'équivalent de 47,5 % des ressources extérieures ! En Irak, la dette avoisine les 100 milliards de dollars. En Libye, ce n'est pas l'endettement qui inquiète, mais le niveau de l'inflation qui, au cours de la décennie 1990, avoisine avec les 200 %¹⁰ ! Face à un tel bilan, Mouammar Kadhafi se demande si cela valait «la peine dans ces conditions de faire des sacrifices pendant quarante ans... Malheureusement, ceux qui

6. Rapport mondial sur le développement humain 2006, p. 332 ; le PIB de la Libye, entre 1982 et 1992, a été de

- 6,7. Note 2002, The World Bank Group, <http://www.worldbank.org>

7. IMF, 23 décembre, 2005, <http://www.imf.org>

8. Conseil national économique et social, <http://www.unicef.org>

9. Titre du rapport du groupe d'amitié franco-irakien du Sénat, mission du 18 au 23 juin 2001.

10. «Les effets de l'embargo sur les finances extérieures de la Libye», Marchés tropicaux, 11 septembre 1998.

ont mené la révolution ne sont ni des savants ni des experts. Ce ne sont que des simples révolutionnaires. Certains parmi nous ne savaient même pas lire et écrire ! D'autres n'avaient même pas de diplôme secondaire. Nous n'étions que de simples sous officiers analphabètes !¹¹ ».

Grâce au prix du baril de pétrole, ces pays ont pu afficher, entre 1973 et 1985, des taux de croissance élevés permettant parfois de doubler leur PIB. Mais sur la durée, cette richesse ne s'est pas matérialisée en un surcroît de bien-être pour les populations. Quels sont donc les facteurs explicatifs de ce paradoxe ? La thèse de la malédiction des ressources permet-elle de comprendre la trajectoire de ces trois pays ? Comment expliquer alors que la vente des hydrocarbures ne nuise pas à la Norvège par exemple¹² ? De même, pourquoi l'Indonésie est-elle parvenue à échapper à cette malédiction¹³ et à rejoindre le club des « démocraties pétrolières¹⁴ », tandis que l'Algérie, l'Irak et la Libye y ont échoué ?

— À la recherche de la malédiction des ressources

L'abondante littérature sur la malédiction du pétrole cherche à répondre au paradoxe entre l'abondance de ressources naturelles et la faiblesse des performances économiques. Cette thèse est née dans les années 1970 à partir du cas hollandais, caractérisé par un effondrement de l'industrie manufacturière à la suite des exportations de gaz renchérissant le coût de la main-d'œuvre et surévaluant le florin. Elle a alimenté une riche réflexion sur l'« État rentier », l'un des facteurs explicatifs majeurs de l'absence

11. Discours de M. Kadhafi devant le Congrès Général du Peuple, en janvier 2000.

12. L. Wantchekon, « Why do Resource Abundant Countries Have Authoritarian Governments? », Yale University, 15 octobre 2002 ; O. Listhaug, « Oil Wealth Dissatisfaction and Political Trust in Norway: A Resource Curse? », West European Politics, 28 (4), 2005, p. 835.

13. A. Rosser, « Escaping the Resource Curse: The Case of Indonesia », Journal of Contemporary Asia, 37 (1) février 2007, p. 38-58.

14. P. Collier and A. Hoeffler, « Démocraties pétrolières », Afrique contemporaine, 216, 2005.

de démocratie¹⁵. Un schéma plus sophistiqué montre comment l'exploitation de ressources abondantes dans un État doté de faibles institutions démocratiques est à même de produire des effets pervers irréversibles¹⁶. Enfin, le pétrole et plus généralement les ressources naturelles et les matières premières s'imposent aussi comme la cause première de la violence et des guerres civiles¹⁷. En réaction à ces travaux perçus comme réducteurs du point de vue analytique, une littérature critique a souligné l'impossibilité de ramener à une seule variable causale des phénomènes aussi complexes que la violence, les guerres civiles et l'absence de démocratie¹⁸.

À l'instar des autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Algérie, la Libye et l'Irak ont connu, entre 1970 et 2000, une croissance économique inférieure à la croissance mondiale, confirmant ainsi la faiblesse des performances d'une économie rentière. Quasi dépendants des exportations d'hydrocarbures, ces pays vont non seulement pâtir des fluctuations du marché mondial de l'énergie mais aussi voir leur marché national se réduire à un entrepôt constitué de biens et de produits importés. Sur le plan politique, ces trois pays (pour l'Irak jusqu'en 2003) sont confrontés au « syndrome autoritaire »

15. Pour une synthèse critique des travaux sur ce thème, voir L. Wantchekon, «*Why do Resource Abundant Countries Have Authoritarian Governments?*». New Haven (Conn.), Yale CIAS, novembre 1999; Y. Matsunaga, «*L'État rentier est-il réfractaire à la démocratie?*», Critique internationale, 8, juillet 2000; M. L. Ross, «*Does Oil Hinder Democracy?*» World Politics, 53 (3), 2001, p. 325-361.

16. T. Karl. The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1997.

17. P. Collier. «*Doing well out of War: an Economic Perspective*», dans M. Berdal et D. Malone (eds), Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars, Boulder (Colo.), Lynne Rienner, 2000; P. Collier et A. Hoeffler, «*On the Incidence of Civil War in Africa*», Journal Of Conflict Resolution, 46 (1), 2002.

18. J. Di John, «*Oil Abundance and Violent Political Conflict: A critical Assessment*». Journal Of Development Studies, 43 (6), août 2007, p. 961-986; M. L. Ross, «*What do we know about Natural Resources and Civil War?*», Journal of Peace Research, 41 (3) 2004.

observable dans l'ensemble des pays arabes, producteurs de pétrole ou non¹⁹. Ils ne se distinguent donc pas des autres pays de la région. En revanche, ils s'en différencient par leur rapport à la violence, en particulier par le développement de conflits, voire de guerres civiles. Les travaux de Collier et de Hoeffler soulignent, par exemple, qu'entre 1960 et 1999, soixante-dix-neuf guerres civiles ont eu lieu dans des pays dotés de ressources naturelles abondantes : « L'impact des exportations de matières premières sur le développement d'un conflit est hautement significatif. Le danger culmine lorsque les exportations de matières premières représentent 33 % du PIB, le risque de guerre civile est de 22 %, alors que pour un pays qui n'exporte pas de matières premières, il est de 1 %²⁰. » L'hypothèse d'une corrélation entre ressources naturelles et guerre civile est étayée par d'autres travaux. Cette approche économiste est celle qui retiendra l'attention des institutions internationales à la recherche de solutions. Elle propose une explication simple des causes des conflits et de leur durée, mais les arguments sont en réalité peu convaincants²¹. La thèse de la malédiction des ressources a soulevé de nombreuses critiques. Non seulement elle simplifie à outrance des phénomènes aussi complexes que les conflits et les guerres civiles, mais surtout elle réduit les facteurs historiques et politiques à un rôle explicatif marginal au regard des déterminants économiques²², aussi centraux soient-ils. Comme le souligne M. Ross : « La corrélation ressources naturelles-guerre civile peut être fausse : la guerre civile comme la dépendance énergétique peuvent résulter, de manière indépendante, d'un troisième facteur qui n'aurait pas été pris en considération,

19. M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire*, Paris, Presses de Sciences po, 2003 ; P. Droz-Vincent, « Quel avenir pour l'autoritarisme dans le monde arabe », RFSP, 54 (6), décembre 2004.

20. P. Collier et A. Hoeffler, « Gried and Grievance in Civil War », Oxford Economic Papers, 56 (4), 2004, p. 588.

21. Di John, « Oil Abundance and Violent Political Conflict », art. cité, p. 80.

22. R. Marchal et C. Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique des conflits par Paul Collier », Critique internationale, 16, juin 2002.

comme par exemple l'absence d'État de droit²³. L'absence de mécanisme démocratique de redistribution de la rente pétrolière devient déterminant. Néanmoins, en étudiant vingt-deux États producteurs de pétrole entre 1960 et 1999, M. Ross observe que treize ont fait face à des mouvements séparatistes, précisément dans des régions où existent des réserves pétrolières²⁴. À cette corrélation, une sociologie historique des conflits souligne que «l'avidité des rebelles» n'est pas alimentée seulement par le profit. La violence des mouvements séparatistes serait plutôt un instrument de régulation, voire de négociation, avec les autorités. Le Nigeria conforte cette hypothèse : au cours des trente-cinq dernières années, les revenus cumulés ont atteint la somme de 350 milliards de dollars, et pourtant 70 % de la population vit avec moins de un dollar par jour tandis que 80 % des revenus du pétrole ne bénéficient qu'à 1 % de la population. Aussi, les populations vivant dans les régions pétrolières du Delta soutiennent le mouvement séparatiste Mouvement d'émancipation du delta du Niger (MEND)²⁵.

À l'opposé des partisans de la thèse de la malédiction des ressources, les travaux de Benjamin Smith soulignent que la rente pétrolière contribue à la longévité de ces régimes²⁶. Il introduit un rapport statistique entre richesse pétrolière et instabilité politique, celle-ci étant le résultat de la fluctuation des prix du baril de pétrole. Mais cette instabilité politique, dans un contexte de crise financière et économique, ne débouche pas forcément sur

23. M. L. Ross, «What do we Know about Natural Resources and Civil War?», *Journal of Peace Research*, 41 (3), 2004, p. 342.

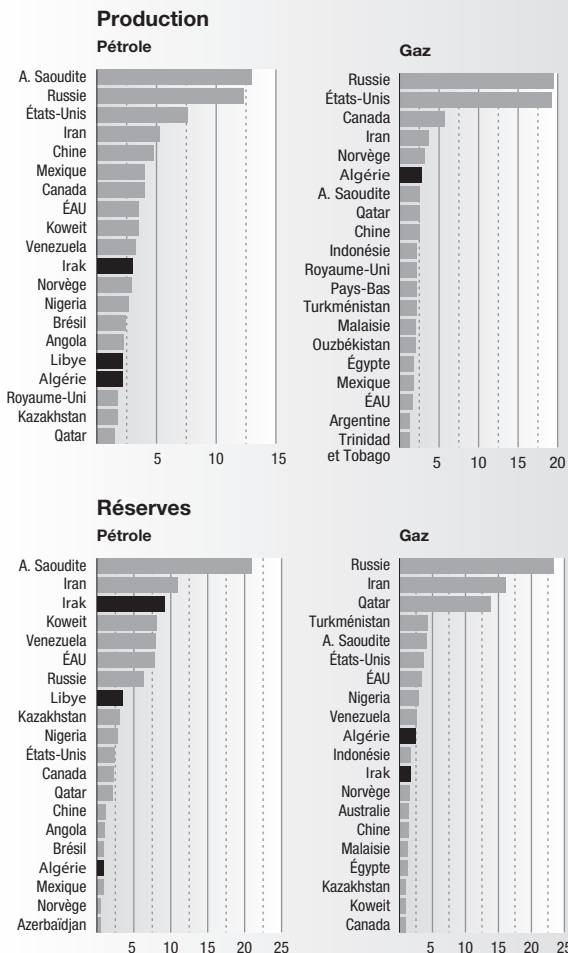
24. M. L. Ross, «A Closer Look at Oil, Diamonds, and Civil War», *Annual Review of Political Science*, 9, 2006, p. 288.

25. A. Oyefusi, «Oil and Probability of Rebel Participating among Youths in the Niger Delta of Nigeria», *Journal of Peace Research* 45 (4), 2008 ; D. C. Bach, «Nigeria : paradoxes de l'abondance et démocratisation en trompe-l'œil», *Afrique contemporaine*, 219, 2006, p. 121 ; P. Sébille-Lopez, «Les hydrocarbures au Nigeria et la redistribution de la rente pétrolière», *Afrique contemporaine*, 216, 2005.

26. B. Smith, «Oil Wealth and Regime Survival in the Developing World, 1960-1999», *American Journal of Political Science*, 48 (2), avril 2004, p. 232.

Production et réserves et de pétrole et de gaz (2008)

en % du total



Source : BP Statistical Review of World Energy, juin 2009

un effondrement des régimes autoritaires: «Une des conclusions des recherches sur la transition démocratique est que les régimes autoritaires ont de plus fortes probabilités de s'effondrer au cours de crises économiques... Cependant, l'analyse plus approfondie des effondrements de ces régimes [...] révèle l'absence douteuse d'un type d'États pourtant en crise économique: les États pétroliers²⁷.» B. Smith observe que plus un régime contrôle les ressources pétrolières, plus il est assuré de garder le pouvoir indépendamment de la situation économique et sociale qui prévaut, observation amplement confirmée par les exemples libyen, irakien et algérien. Cette capacité à survivre aux crises économiques et politiques permet aux organisations et institutions, édifiées durant le boom pétrolier, de surmonter «les temps difficiles». En fait, les revenus pétroliers procurent aux régimes plus de moyens financiers nécessaires à leurs stratégies de maintien au pouvoir²⁸. Cela dit, les modalités de survie des régimes sont nombreuses, de la Corée du Nord au Zimbabwe, elles infirment l'hypothèse d'une longévité inhérente à la seule rente pétrolière²⁹!

— Révolution nationale et richesse pétrolière

En fait, la capacité de survie des régimes autoritaires n'est pas la caractéristique des seuls régimes autoritaires pétroliers³⁰. L'Algérie, l'Irak et la Libye se distinguent des autres régimes autoritaires, pétroliers comme non pétroliers, par les conditions historiques qui ont permis, dans les années 1970, la capture de la rente par des organisations politiques révolutionnaires. D'autres pays autoritaires

27. B. Smith, «*The Wrong Kind of Crisis: Why Oil Booms and Busts Rarely Lead to Authoritarian Breakdown*», *Studies in Comparative International Development*, 40 (4), hiver 2006, p. 55.

28. K. Morrison, «*Oil, Non Tax Revenue and the Redistributive Foundations of Regime Stability*». *International Organization*, 63, 2009, p. 108.

29. M-A. Legrange et T. Vircoulon, «*Zimbabwe: réflexions sur la dictature durable*», *Politique étrangère*, 3, 2008, p. 653-666.

30. E. Bellin, «*The Robustness of Authoritarianism in The Middle East: Exceptionalism in Comparative Perspective*», *Comparative Politics*, 36 (2), 2004.

sont dirigés par des organisations ou partis révolutionnaires, mais ils ne disposent pas de la manne pétrolière. La Syrie de « Assad à Assad » est dirigée par le Baath, à l'instar de l'Irak de Saddam Hussein, mais n'a jamais eu les moyens – si ce n'est au Liban – de ses ambitions militaires. Aussi peut-on considérer que son « potentiel destructeur » est demeuré limité en comparaison avec son voisin irakien³¹. En Algérie, en Irak et en Libye, au contraire, la rente pétrolière va permettre à des régimes révolutionnaires de réaliser leurs projets et de nourrir leurs ambitions de moyens conséquents. Ce travail fait donc l'hypothèse que la trajectoire politique violente ainsi que l'échec économique de ces régimes sont le résultat d'une combinaison entre la dynamique révolutionnaire originelle et la richesse pétrolière inattendue.

Les hydrocarbures sont-ils alors un cadeau empoisonné ? L'exemple des pays analysés dans ce texte semble valider cette hypothèse : l'Algérie, l'Irak et la Libye sont des victimes de la malédiction du pétrole ! Après tout, nombre des symptômes recensés par les partisans de cette théorie se retrouvent dans ces pays : violence, guerre, autoritarisme, pauvreté, échec économique³². Pourtant, cette corrélation mécanique ne résiste pas toujours à l'analyse historique et politique : la rente pétrolière est-elle le facteur explicatif de la trajectoire dramatique de ces pays ou n'a-t-elle qu'amplifié le potentiel destructeur de ces régimes ? En d'autres termes, l'État-FLN (Front de libération nationale), le Baath irakien et la *Jamahiriya* libyenne auraient-ils été plus démocratiques sans la rente pétrolière ? Rien dans les structures politiques de ces organisations ni dans le choix de ses dirigeants ne permet de répondre par l'affirmative.

En faisant l'hypothèse que la capture de la rente pétrolière par ces autocraties a facilité l'application de leur potentiel destructeur,

31. S. Heydemann, « D'Assad à Assad : la politique syrienne n'est pas un théâtre d'ombre », *Critique internationale*, 9, octobre 2000 ; E. Kienle, *Ba'th vs Ba'th*, Londres, Taurus, 1990.

32. J. D. Sach, J. E. Stiglitz et M. Humphreys (eds), « What is the Problem with Natural Resource Wealth », dans J. D. Sach, J. E. Stiglitz et M. Humphreys (eds), *Escaping The Resource Curse*, New York (N.Y.), Columbia University Press, 2007.

ce travail vise donc également à enrichir le débat actuel sur le syndrome autoritaire dans le monde arabe. La littérature politique sur la démocratie et l'autoritarisme, fort heureusement, ne néglige plus le monde arabe : « Le monde arabe est plus que jamais présent dans les comparaisons sur les transformations des régimes³³. » Mieux, elle pose à présent un questionnement novateur sur le « dérapage démocratique » des régimes autoritaires qui permet d'appréhender la vulnérabilité des régimes face aux pressions politiques³⁴. Il s'agit d'analyser désormais le rôle de la rente pétrolière dans « la question des conditions par lesquelles l'autoritarisme, et plus précisément l'autocratie se maintient à travers les changements même qu'elle met en œuvre³⁵ ».

Le moment déclencheur de la dynamique de destruction a réellement commencé avec le premier choc pétrolier de 1973 qui a multiplié de façon exponentielle les revenus des gouvernants. Ces derniers disposent alors des moyens financiers qui leur avaient fait défaut jusque-là et qui les avaient contraints à réviser à la baisse leurs ambitions régionales et à accorder plus d'attention au niveau national. Ce n'est qu'après 1973 que s'observe une dynamique où priment la domination intérieure par les organisations révolutionnaires et surtout une personnalisation exacerbée du pouvoir. Ainsi, la trajectoire de ces pays ne résulte pas de l'économie rentière ou des ressources naturelles, mais bien de la rencontre historique entre la montée du prix du baril de pétrole après 1973 et le contrôle de l'État par des organisations politiques caractérisées par une idéologie révolutionnaire et des pratiques violentes de domination politique. L'abondance financière inhérente au premier choc pétrolier a donc donné à ces régimes

33. M. Camau, « Globalisation démocratique et exception autoritaire arabe », *Critique internationale*, 30, 2006, p. 59-82.

34. Jean-Noël Ferrié, « Entering the "Virtuous Circle": The Strength of Democratic Designs in Egypt and Morocco », dans E. Kienle (ed.), *Economic Reform and the Reconstruction of Politics: The Arab World in a Period of Global Transformations*, Londres, Saqi, 2003.

35. J-N Ferrié et J-C Santucci (dir.), *Dispositifs de démocratisation et dispositifs autoritaires en Afrique du Nord*. Paris, CNRS, 2005, p. 11.

les moyens qu'ils espéraient pour imposer leur hégémonie sur la scène politique, transformer leur société et élargir l'influence de leur pays au niveau régional. Le premier choc pétrolier a donc eu pour conséquence la concentration du pouvoir dans des cercles restreints, de plus en plus coupés de leurs bases sociales car aveuglés par une richesse aussi soudaine qu'imposante. Les révolutions socialistes et baathistes, loin de mener à «la libération les individus des chaînes du passé», les ont conduits à des régimes autoritaires faisant un usage particulièrement fréquent de la violence. La rente pétrolière a exacerbé le nationalisme algérien, décuplé les ambitions de la *Jamahiriyah* libyenne et sonné le glas du Baath irakien en survalorisant sa puissance. Sans la rente pétrolière, ces trois pays se seraient sans doute comportés comme le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, voire la Syrie, à savoir un autoritarisme mesuré en raison... de ressources limitées ! Ainsi, ce n'est pas la rente pétrolière qui est une malédiction, mais son usage. Il n'y a pas de sort jeté contre les États rentiers. En revanche, il y a péril en la nation si le régime autoritaire qui en fait usage est le produit d'un mélange d'une histoire coloniale non surmontée, d'une idéologie nationaliste exacerbée et d'une organisation politique d'encadrement de la société aux méthodes brutales. La rente pétrolière peut le conduire à un usage banal de la violence et à un refus «maladif» de toute forme d'autocritique.

En identifiant la construction de l'État à la révolution (et non à la démocratie), ces régimes autoritaires ont associé leur richesse pétrolière à une revanche contre l'histoire coloniale et ses séquelles. Dotés de revenus considérables, ils ont pu à la fois mettre en œuvre une politique de développement, s'assurant ainsi une base sociale, et octroyer des privilèges aux «coalitions autoritaires³⁶» qui gouvernent et financent leur ambitieuse et coûteuse politique régionale. Dans cette perspective, ce n'est pas tant l'abondance des ressources pétrolières qui est le facteur explicatif de leur trajectoire violente que l'usage qui en a été fait dans un

36. E. Picard, «Syrie: la coalition autoritaire fait de la résistance», Politique étrangère, 4, 2005.